

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 7 septembre 2016

Direction de l'instruction publique

28 2016.RRGR.108 Postulat 035-2016 Zryd (Magglingen, PS) Faire du sport une discipline comptant pour la promotion

N° de l'intervention: 035-2016
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 27.01.2016
Déposée par: Zryd (Macolin, PS) (porte-parole)
Bachmann (Nidau, PS)
Schmidhauser (Bremgarten, PLR)
Etter (Treiten, PBD)
Schwarz (Adelboden, UDF)
Guggisberg (Kirchlindach, UDC)
Löffel-Wenger (Münchenbuchsee, PEV)
Linder (Berne, Les Verts)
Egger (Frutigen, pvl)
N° d'ACE: 706/2016 du 15 juin 2016
Direction: INS

Faire du sport une discipline comptant pour la promotion

Le Conseil-exécutif est chargé d'étudier s'il est possible de faire du sport une discipline comptant pour la promotion au gymnase.

Développement :

Le sport est la seule discipline fondamentale qui ne compte pas pour la promotion au gymnase. Il n'est pas nécessaire de s'étendre ici sur l'importance du sport dans la société ou sur son rôle dans l'éducation, nul ne les conteste. En faisant du sport une discipline du gymnase comptant pour la promotion, on enverrait un signal propre à souligner l'impact positif de l'enseignement du sport dans la double perspective de la formation et de la santé.

L'expérience d'autres cantons dans lequel le sport est une discipline comptant pour la promotion montre que même les élèves peu enclins à pratiquer le mouvement et le sport manifestent plus d'intérêt. Par ailleurs, les sportifs émérites sont récompensés puisque les bonnes notes qu'ils obtiennent comptent.

Si les élèves devaient par exemple faire des devoirs dans cette discipline, cela soulignerait l'importance et l'impact du sport dans la filière gymnasiale. Le sport aurait alors le même poids qu'à l'école obligatoire ou à l'école moyenne, comme c'est le cas dans plusieurs cantons.

Le Conseil-exécutif s'est attelé à l'élaboration d'une stratégie du sport. On pourrait profiter de l'occasion pour examiner si la discipline doit désormais occuper une place plus importante au gymnase et si les notes obtenues par les élèves doivent compter pour leur promotion.

Réponse du Conseil-exécutif

Les auteurs du postulat prient le Conseil-exécutif d'étudier la possibilité de faire du sport une discipline comptant pour la promotion au gymnase.

A l'heure actuelle, les gymnases proposent deux types d'enseignement du sport. D'une part, tous les élèves doivent pratiquer le sport en tant que discipline obligatoire, conformément à l'article 49 de l'ordonnance fédérale sur l'encouragement du sport et de l'activité physique. D'autre part, les gymnases proposent aux élèves intéressés l'option complémentaire « sport » au cours des deux dernières années de la formation. L'article 9 du règlement suisse sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (RRM) prévoit que l'option complémentaire « sport » compte pour l'obtention de la maturité, mais pas l'enseignement obligatoire du sport car, contrairement à ce

qu'affirment les auteurs du postulat, le sport ne constitue pas une discipline fondamentale de la formation gymnasiale.

Le RRM fixe de manière contraignante à l'échelle nationale, et partant aussi pour le canton de Berne, les disciplines qui sont déterminantes pour l'obtention de la maturité. Les cantons sont en revanche libres de définir les disciplines comptant pour la promotion. Dans une faible majorité des cantons, dont le canton de Berne, le sport ne compte pas pour la promotion.

Dans le canton de Berne, il a été décidé que les conditions de promotion devaient être identiques aux règles d'obtention de la maturité. Appliquer une réglementation différente impliquerait, d'une part, que des élèves qui ne seraient pas promus à cause de leurs notes en sport pourraient malgré tout obtenir leur maturité et, d'autre part, que des élèves promus grâce à leurs notes en sport pourraient ne pas obtenir leur maturité. Le Conseil-exécutif estime qu'une telle situation ne serait pas appropriée.

Les règles d'obtention de la maturité font à l'heure actuelle l'objet de discussions au niveau national. Les débats se concentrent sur la question de savoir si les notes insuffisantes obtenues dans des disciplines importantes pour les études subséquentes, comme la première langue ou les mathématiques, peuvent être compensées trop facilement par de bonnes notes obtenues dans d'autres disciplines. Dans ces circonstances, il serait difficilement compréhensible que le canton de Berne fasse du sport une discipline comptant pour la promotion, alors que les notes obtenues dans ce domaine ne peuvent pour l'heure pas être utilisées pour compenser des notes insuffisantes en première langue ou en mathématiques par exemple. Un tel changement permettrait aux élèves de compenser encore plus facilement les notes insuffisantes obtenues dans les disciplines fondamentales.

Il faut toutefois tenir compte du fait que les discussions sur les règles d'obtention de la maturité ont de toute façon lieu en ce moment au niveau national et que les travaux concernant l'élaboration d'une stratégie relative à la formation et au sport sont en cours. Par conséquent, le Conseil-exécutif est prêt à étudier la possibilité de faire du sport une discipline comptant pour la promotion au gymnase dans le cadre de ces travaux.

A cet égard, il convient de relever que l'enseignement du sport (p. ex. les leçons de sport obligatoires dispensées au gymnase, mais aussi dans d'autres établissements du degré secondaire II) revêt indubitablement une grande importance dans notre société sédentaire. Toutefois, penser que l'enseignement obligatoire du sport porterait plus de fruits s'il comptait pour la promotion serait simpliste. Les enseignants et enseignantes de sport voient d'ailleurs les choses tout autrement. Faire du sport une discipline comptant pour la promotion pourrait en effet amoindrir l'efficacité de cet enseignement justement chez les élèves qui n'ont pas une grande affinité pour l'activité physique et pour qui l'enseignement obligatoire du sport est donc particulièrement important. La pression des notes peut nuire au plaisir de bouger, ce qui peut avoir des conséquences négatives sur l'attitude que les jeunes auront à l'avenir vis-à-vis du sport.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption

Le président. Die Regierung ist bereit, dieses Postulat anzunehmen. Wird es bestritten? – Das ist der Fall. Dann gibt es also eine Diskussion.

Andrea Zryd, Macolin (PS). Ich habe mit grossem Erstaunen festgestellt, dass das Postulat bestritten ist. Es gibt also eine Diskussion und ich bin gespannt darauf. Warum hat der parlamentarische Sportrat überhaupt ein Postulat eingereicht? Im Moment wird die Sportstrategie Kanton Bern diskutiert und genau das ist der richtige Rahmen, um solche Anliegen einzubringen. Der Zeitpunkt ist also höchst geeignet. Wir haben auch bei der Fachschaft, also bei den Lehrkräften der Gymnasien Abklärungen vorgenommen, und sie unterstützen dieses Anliegen grossmehrheitlich. Sie möchten, dass die Bedeutung des Sports erhöht wird. Fast die Hälfte der Kantone hat Sport als Promotionsfach eingeführt. Eine gymnasiale Ausbildung soll eine sehr breite Ausbildung sein. Es gehört der klassische Fächerkanon dazu, es gehören selbstverständlich auch musische Fächer und auch der Sport dazu. Im Moment ist der Sport eine Ausnahme, er ist nicht promotionsrelevant. Das ist nicht fair. Es geht jedoch hier keineswegs darum, die Fächer gegeneinander auszuspielen. Wird der Sport promotionsrelevant, erhält er einen grösseren Stellenwert, und es wäre endlich einmal ein Zeichen auf höherer Ebene, ihm mehr zuzutrauen. Ich habe mich selber gefragt, warum Sport promotionsrelevant werden soll. Wir verlangen nicht,

dass Sport ein Maturafach wird. Ist man also in der Prima im Sport ungenügend, wird man deshalb nicht durchfallen bei der Matur. Das ist nicht der Fall. Aber es kann sein, dass man nicht promoviert wird, wenn man zum Beispiel in der Sekunda in mehreren Fächern und eben auch im Sport ungenügend ist. Aber das war bisher bei den anderen Fächern auch so. Es wird kaum jemand nur wegen dem Sport nicht promoviert. Dann hätte er definitiv auch noch Probleme in anderen Fächern. Die Regierung ist bereit, dieses Anliegen zu prüfen. Dafür danken wir und freuen uns darüber. Aufgrund der Antwort habe ich jedoch das Gefühl, dass sich die Begeisterung in Grenzen hält. Deshalb möchte ich gerne auf einzelne Argumente eingehen. Es wurde gesagt, die Schwachen würden bestraft. Aber das ist bereits heute so: Ich war in der Musik und im Gestalten eine schlechte Schülerin und wurde auch bestraft, indem ich ungenügende Noten hatte. Ich muss aber sagen: Ich habe dann im Nebenfach Kunstgeschichte studiert und habe dann doch noch etwas mitbekommen, halt einfach auf der theoretischen Ebene. Zeichnen kann ich nach wie vor nicht gut. Auch im Sport brilliert jemand vielleicht in der Praxis nicht so, aber der Anspruch im gymnasialen Sportunterricht ist viel mehr als die Fähigkeit, am Reck die Kippe zu machen oder ein Spiel zu beherrschen. Das Fach Sport geht viel weiter. Es geht zum Beispiel darum, Physik, die Zentrifugalkraft zu begreifen. Es geht zum Beispiel um die Frage, was potenzielle und kinetische Energie ist. Beim Turnen erfährt man eins zu eins was das bedeutet und begreift möglicherweise sogar die Physik besser. Sicher werden auch einmal die Starken belohnt, aber das darf ja auch sein.

Es wurde auch gesagt, mit dem Notendruck werde die Freude am Sport geschmälert. Das darf definitiv kein Argument sein. Andere Fächer werden ebenfalls benotet, und das eine Fach liegt einem eher und das andere weniger, das ist sehr individuell. Aber das Fach würde aufgewertet und das Niveau erhöht. Sport im gymnasialen Unterricht würde definitiv einem Promotionsfach entsprechen, auch vom Gehalt her. Ich bitte Sie sehr, dieses Postulat zu unterstützen.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionssprechern.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Wieso bestreiten wir dieses Postulat? Der Regierungsrat hat in seiner Antwort richtig geschrieben und die Postulantin hat es ebenfalls festgestellt: Der Regierungsrat ist von diesem Postulat nicht so begeistert. Warum? Wenn wir dieses Postulat annehmen, wird Sport zu einem Promotionsfach. Man kann dann also nicht wählen, ob es benotet wird oder nicht, vielmehr wird es einfach benotet. Und durch diese Benotung werden die anderen Fächer in Zusammenhang mit ihrer Tragweite abgeschwächt. Bei unserer Debatte innerhalb der Fraktion gingen wir nicht genau von den Voraussetzungen aus, die sich jetzt herausgestellt haben. Mathematik, Erst-, Zweit-, und Drittsprache sowie die anderen Fächer würden im Verhältnis etwas weniger wichtig, und das wollen wir nicht. Auf eidgenössischer Ebene sind ohnehin Gespräche im Gang, die klären sollen, wie der Verwässerung Einhalt geboten werden kann. Falls uns der Regierungsrat versichern kann, dass die bildnerischen, gestalterischen Fächer nicht mehr als Benotungsfächer gelten, wenn Sport als Promotionsfach aufgenommen wird, wären wir durchaus bereit, das Postulat anzunehmen. Aber offenbar ist das nicht möglich. Deshalb lehnen wir das Postulat teilweise ab.

Christian Bachmann, Nidau (PS). Nach 40 Jahren bin ich seit kurzem nicht mehr Sportlehrer am Gymnasium, aber ich habe immer noch einen gewissen Einblick in diese Materie. In den letzten Jahren haben die gesellschaftliche und die schulische Bedeutung des Sports ständig zugenommen. Das wissen wir alle hier im Saal. Die Bedeutung des Faches Sport ist wissenschaftlich nachgewiesen. Ich nenne hier die Stichworte Gesundheit, Sozialisation, Integration und Konzentration. Die Verknüpfung von praktischem und theoretischem Wissen – ich denke an Biologie, Ernährung, Gesundheit und Biomechanik – gelingt in diesem Fach besonders gut. Diese Erkenntnisse haben dazu geführt, dass heute der Sportlehrer am Gymnasium zuerst eine sportwissenschaftliche Ausbildung an der Uni absolvieren muss, bevor er dann an der PH auf das eigentliche Unterrichten vorbereitet wird. An den Gymnasien hatte Sport bisher eine Sonderstellung inne. Der Besuch ist obligatorisch und es muss eine Note gemacht werden, aber sie zählt nicht. Das Fach ist also nicht promotionswirksam wie Musik oder Bildnerisches Gestalten. Das lässt sich eigentlich nicht rechtfertigen. Die Leistungen dieses Faches werden nach überprüfbaren Kriterien beurteilt: in den Bereichen Gestalten – zum Beispiel Geräteturnen und Tanz; Leisten – zum Beispiel Ausdauer und Hochsprung; Spielen – zum Beispiel Badminton und Volleyball sowie Bewegungslernen – zum Beispiel Hürdentechnik. Und die Noten sind rekursfest. Die spezielle Berücksichtigung Jugendlicher mit körperlichen Nachteilen ist im Sportunterricht

bereits heute Alltag. Wie in anderen Fächern können für sie zum Beispiel bei Invalidität oder Fettleibigkeit mit einer Nachteilskompensation bei der Notengebung individuelle und faire Lösungen gefunden werden, wie eine Schiedsrichterfunktion oder das Verfassen einer schriftlichen Arbeit. Im Moment zählt im Kanton Bern die Sportnote auf der Primar- und Sekundarstufe I. Auf der Sekundarstufe II zählt sie nur bei der Fachmaturitätsschule, im Freien Gymnasium Bern und am Gymnasium NMS Bern. In den übrigen Gymnasien zählt Sport nicht, ausser wenn Schüler oder Schülerinnen ab der Sekunda das Ergänzungsfach Sport wählen. Das wird damit begründet, dass es falsch wäre, Sport im Zeugnis als Promotionsfach zu führen, wenn es dann nicht für die Matura zählt. Allerdings gibt es bereits heute Fächer, die promotionswirksam sind, aber für die Matura nicht zählen. Ich denke dabei an die Einführung von Wirtschaft und Recht sowie Philosophie.

Wer das Postulat mit der Begründung ablehnt, Sportunterricht solle doch einfach Freude machen und es soll ein Ausgleich sein, dem kann ich klar entgegenhalten, dass unsere Sportlehrer zu gut ausgebildet und letztendlich einfach auch zu teuer sind. Die jahrelangen Erfahrungen mit Sport als Promotionsfach an den Fachmaturitätsschulen und an den Gymnasien verschiedener Kantone, die das bereits seit längerem eingeführt haben, sind positiv. Mit der Promotionsnote im Sport werden die Schülerinnen und Schüler belohnt, die in diesem Fach gute Leistungen bringen. Aber auch die Hochschulreife erhält eine deutliche Stärkung, insbesondere bei denjenigen, die Sportwissenschaften studieren wollen. Und last but not least: Die Einführung des Sportes als Promotionsfach kostet nicht viel. Es müssen lediglich ein paar Bestimmungen geändert werden. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion stimmt dem Postulat zu und ich bitte Sie, dasselbe zu tun.

Le président. Ich begrüsse eine Gruppe auf der Tribüne: Die Gemeindepräsidentin Frau Sampogna-Soltermann aus Oberburg befindet sich mit weiteren Vertreterinnen und Vertretern anderer Emmentaler Gemeinden auf der Tribüne. Herzlich willkommen. Sie waren bereits einmal da, haben dann wohl einen Rundgang gemacht und jetzt besuchen Sie uns noch einmal zum Abschluss des Nachmittags. Herzlich willkommen (*applaudissements*).

Daniel Schwaar, Wileroltigen (PBD). Auf der einen Seite teilen wir die Ansicht, dass Sport mehr als nur gesundheitsfördernd ist. Insbesondere stellt er einen bereichernden und regenerierenden Ausgleich zur kopflastigen Unterrichtsform dar. Zudem würde dieser Prüfauftrag die Möglichkeit eröffnen, diese Frage im Rahmen der kantonalen Sportstrategie zu prüfen. Auf der anderen Seite ist der Sport kein ideales Promotionsfach. Neben den bestehenden und guten Angeboten an den Gymnasien darf die Promotionswirksamkeit keinesfalls zulasten anderer Lektionen gehen. Ein weiterer Punkt, und dies war in unserer Diskussion innerhalb der SVP der umstrittenste, ist die Überprüfbarkeit der Leistungen. Es müssten flächendeckend Turnprüfungen durchgeführt werden, damit die sportlichen Leistungen aufgrund klar messbarer Kriterien benotet werden können. Das dürfte eine sportliche Hausaufgabe sein. Schliesslich haben wir Bedenken, dass die Promotionsrelevanz die sportaffinen Schülerinnen und Schüler motivieren würde, sich aber umgekehrt bei den unsportlichen oder weniger sportbegeisterten Schülerinnen und Schülern demotivierend auswirken würde. Obschon der Sport, beziehungsweise die Bewegung für den Menschen als wichtig zu erachten ist, gibt es in unserer Fraktion doch einige, die dieses Fach bezüglich Promotionsrelevanz nicht als höchste Priorität einschätzen. Aus diesen Gründen wird das Postulat von der BDP mehrheitlich abgelehnt.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). In unserer Fraktion sind die Meinungen sehr gespalten. Das hat logischerweise auch mit den persönlichen Kompetenzen und Vorlieben zu tun. Ich selber war eher musisch begabt, für mich spielte es keine Rolle, dass das Fach Singen geprüft wurde. Andere hätten lieber im Sport, beim Fussball gegläntzt. Deshalb wird unser Abstimmungsverhalten sehr unterschiedlich ausfallen. Der Sportlehrer hat mir im Seminar einmal gesagt, er gäbe mir die Note vier, denn unter der Note vier sei man nicht fähig zu gehen. Jetzt können Sie sich selber ausrechnen, wie ich abstimmen werde.

Machado Rebmann Simone, Berne (LAVerte). Sport als Promotionsfach. Sport soll ein Ausgleich sein und Freude machen. Das Ziel des Sportunterrichts ist es und muss es bleiben, die Freude an der Bewegung zu fördern und zu erhalten. Sport als Unterrichtsfach hatte bisher die Rolle eines anderen Fachs, bei dem die Sportlehrerinnen und Sportlehrer den Schulsport motivierend gestalten konnten. Eine Änderung würde uns vor Probleme stellen: Wie sollen dann die Dicken und Ungeschickten benotet werden? Wird an den Berner Gymnasien Sport als Promotionsfach

eingeführt, wird seine mehrperspektivistische Bedeutung, um es mit den Worten der Postulantinnen und Postulanten auszudrücken, vermindert und nicht signalisiert. Motivation verkommt zu Selektion und das wäre schade. Dieses Postulat ist deshalb unnötig und ich lehne es ab.

Ruedi Löffel-Wenger, Münchenbuchsee (PEV). Ich knüpfe gerade bei den Dicken und den Ungeschickten an. Für die EVP ist folgender Punkt nicht klar: Wenn Sport zu einem Promotionsfach wird, müssen dann wirklich absolute Leistungen bewertet werden? Wenn man diskutiert, dass der Sport aufgewertet werden soll, muss man auch darüber diskutieren, in welcher Art die Benotung erfolgt. Deshalb ist es für die Mehrheit der EVP richtig, dieses Postulat zu überweisen. Aber diese Frage muss zwingend diskutiert werden, damit nicht diejenigen, die nicht so begabt sind, einfach im Vorneherein die Flinte ins Korn werfen. Denn vielleicht gibt es Bewertungsmöglichkeiten, die für alle motivierend sind, mit denen alle eine Chance bekommen – wenn sie sich anstrengen und trainieren – eine Note zu erreichen, die nicht einfach ungenügend ist. Da ja ohnehin auf nationaler Ebene Diskussionen zu diesem Thema laufen, ist es für die Mehrheit der EVP wichtig, dieses Postulat zu überweisen. Dies auch im Sinn des Sprechers der SP, wenn ich mich richtig erinnere. Er sagte, dieses Fach würde von gut ausgebildeten Leuten unterrichtet. Also soll es im Fächerkontext auch einen entsprechenden Platz und eine entsprechende Wichtigkeit erhalten.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC). L'auteur du postulat insiste à juste titre sur l'importance que revêt le sport dans notre société, et sur les vertus qu'il présente pour le développement de la personnalité et la santé publique. Je suis personnellement une grande adepte du sport. Je fais du jogging cinq fois par semaine. J'ai déjà terminé deux fois quatrième au classement scratch sur plus de 500 concurrentes lors du BCN Tour neuchâtelois, une épreuve célèbre qui se déroule sur six étapes, j'ai réalisé de très bons temps sur le Grand Prix de Berne. Je ne dédaigne pas non plus à assister en spectatrice intéressée à des manifestations sportives. Pour moi, il est ainsi évident que des leçons de sport doivent être dispensées au sein des écoles à tous les degrés. Cela correspond d'ailleurs à une obligation légale. Toutefois, je ne saurais donner mon appui à ce postulat. Cela pour les raisons suivantes. Un, comme le relève très justement le Conseil-exécutif, il serait parfaitement incongru qu'un élève non promu à cause de la branche sport puisse néanmoins obtenir sa maturité gymnasiale ou a contrario, qu'un élève promu grâce à sa note en sport ne puisse pas obtenir sa maturité. Cet argument est aussi fort qu'imparable.

Deux, les auteurs du règlement suisse sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale reconnaissent la grande valeur du sport, en prévoyant que les élèves puissent choisir cette discipline en tant que branche complémentaire. Faire du sport une branche de promotion ne contribuerait que peu à conférer à cette belle activité un statut plus élevé. Personnellement, je pourrais même souscrire à une autre manière d'ajouter encore de l'importance au sport, élever cette discipline au rang des options spécifiques, au même titre que les arts visuels ou la musique.

Trois, mais c'est aussi la difficulté extrême, pour ne pas dire insurmontable, d'attribuer des notes aux élèves pour leurs performances sportives qui me dissuade d'accepter ce postulat. Comment voulez-vous que l'on mette une note dans la branche sport à un élève qui souffre d'un handicap ou d'une surcharge pondérale prononcée? Les sports d'équipe eux-mêmes, que j'apprécie hautement voir à la télévision, sont basés sur des rapports de force, c'est la loi du genre. Même au niveau du gymnase, un élève introverti et un peu solitaire, cela n'est pas une tare, ou du moins cela ne devrait pas en être une aux yeux de l'école, aura toujours plus de peine, toutes choses égales d'ailleurs, à bien jouer qu'un leader extraverti et dominateur. Pour toutes ces raisons, je vous invite à rejeter ce postulat.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Heute sind im Kanton Bern diejenigen Fächer Promotionsfächer, die dann auch Maturfächer sind. Die Maturfächer werden auf eidgenössischer Ebene geregelt. Es gibt eine Ausnahme, es gibt ein Promotionsfach, das kein Maturfach ist, nämlich Einführung in Wirtschaft und Recht auf der Tertiärstufe. Dieses Fach wird nur während einem Jahr angeboten. Ansonsten gilt die Einheitlichkeit: Promotionsfach gleich Maturfach. Und zwar genau aus dem Grund, den Frau Graber dargelegt hat: Wir wollen nicht, dass jemand wegen einem Fach, das bei der Matur nicht zählt, bis zur Matur kommen kann und dann daran scheitert. Das ist genau der Grund für diese Parallelität. Nicht alle Kantone haben das so geregelt. Es gibt zahlreiche Kantone, die Sport als Promotionsfach haben. Es gibt Gründe, die dagegen sprechen, wir haben sie in der Antwort dargelegt. Ein starkes Argument ist eben diese Parallelität, die ich vorhin dargelegt habe.

Noch ein zweites Argument: Die Maturität ist bereits heute sehr schwierig. Sie ist heute wesentlich schwieriger als früher. Man muss 14 Fächer bestehen, und es gibt auch eine Maturarbeit. Sport käme dann noch zusätzlich hinzu. Er wäre also kein Ersatz für Musik oder Gestalten, sondern käme zusätzlich hinzu. Zudem muss jedes ungenügende Fach doppelt kompensiert werden. Wenn man also in einem Fach die Note 3 hat, muss man in zwei andern Fächern die Note 5 haben. Was bedeutet das nun? Wenn jemand nicht gut im Sport ist, aber trotzdem eine Universität besuchen möchte, soll er dann daran scheitern können? Diese Frage müssten wir klären. Schliesslich haben Sie zur Bildungsstrategie eine Planungserklärung eingereicht, wonach schlechte Noten in der Mathematik weniger gut kompensiert werden können. Und jetzt fügen wir ein weiteres Fach bei, mit dem eine schlechte Note in Mathematik kompensiert werden kann. Das ist also nicht ganz dasselbe, wie das, was Sie mit ihrer Planungserklärung gewünscht haben.

Weshalb nehmen wir den Vorstoss als Postulat an? Künftig wird Informatik im Gymnasium wahrscheinlich auch zu einem obligatorischen Fach werden. Wir müssen den Fächerkanon also überprüfen. Auf Bundesebene wird die Frage nach der Kompensationsregel Mathematik diskutiert. Ich habe es Ihnen damals gesagt: Es ist schwierig, wenn man Mathematik nicht mehr kompensieren kann. Das müssen wir genau prüfen. Zudem werden verschiedene Fragen in Zusammenhang mit der Überarbeitung des Maturitätsanerkennungselements diskutiert. All diese Fragen müssen wir ohnehin prüfen.

Wenn wir die Frage, ob Sport ein Promotionsfach sein soll, zusammen mit den Rektoren der Gymnasien prüfen, müssen wir insbesondere die Art der Bewertung analysieren. Was wird genau bewertet, und wie wird eine Sportnote gemacht? Erst dann lässt sich das beurteilen. Wir stehen der Sache also recht kritisch gegenüber. Es ist also nicht so, dass ich nach der Überweisung des Postulats sofort Sport als Promotionsfach einführen werde. Aber da wir ohnehin verschiedene Dinge untersuchen, können wir das auch prüfen.

Le président. Die Postulantin wünscht das Wort nicht. Wir kommen zur Abstimmung. Wer das Postulat annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 90

Non 43

Abstentions 9

Le président. Sie haben das Postulat angenommen. Bevor wir zum Apéro gehen, möchte ich Ihnen die Resultate der Richterwahlen bekannt geben. Die Stimmenzähler bedanken sich herzlich für die gute Mitarbeit. Sie haben das souverän gemacht, Sie haben schön leserlich geschrieben. Und ich wünsche mir für die Stimmenzähler einmal einen Applaus für ihr andauerndes Herumrennen. Sie haben das alles sehr rasch erledigt und das mit reduzierter Mannschaft. (*Applaudissements*)

Die Wahlresultate der Fach- und der Laienrichter teile ich hier jetzt nicht mit, sie werden in Kürze auf dem Internet aufgeschaltet. Ich möchte Ihnen nun die Resultate der Wahlen des Obergerichts, der Generalstaatsanwaltschaft und die Wahlen der Regionalrichter kurz vorlesen.

En raison de leur trop grand nombre, le président ne proclame pas tous les résultats des élections. Ils sont néanmoins reproduits ci-après dans un souci d'exhaustivité :

Affaire 2016.RRGR.690 Election d'un ou d'une juge germanophone de la Cour suprême à 100 pour cent pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 144, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 144, majorité absolue: 73. Est élu :

Jürg Bähler par 144 voix

Affaire 2016.RRGR.692 Election de 3 juges suppléants ou juges suppléantes germanophones de la Cour suprême pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 145, majorité absolue: 73. Sont élus :

Ronnie Bettler par 129 voix
Anastatsia Falkner par 130 voix
Danielle Schwendener 103 voix

Christoph Horisberger obtient 62 voix, Sonja Koch 5.

Affaire 2016.RRGR.736 Election de 14 juges commerçants ou juges commerçantes germanophones du Tribunal de commerce pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 145, majorité absolue: 73. Sont élus :

Beat Bannwart par 145 voix
Stephan Frieden par 145 voix
Peter Haudenschild par 145 voix
Stefan Ihlenfeld par 145 voix
Robert W. Lötscher par 145 voix
Jean-Daniel Martz par 144 voix
Bernhard Matter par 145 voix
Eveline Neeracher par 145 voix
Markus Rentsch par 145 voix
Samuel Richner par 145 voix
Pierre-Alain Rom par 144 voix
Peter Rub par 145 voix
Ursula Stöckli par 145 voix
Claude Thomann par 144 voix

Affaire 2016.RRGR.737 Election de 2 juges commerçants ou juges commerçantes francophones (bilingues) du Tribunal de commerce pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 145, majorité absolue: 73. Sont élus :

Edmondo Bühler par 145 voix
Monica Meyer-Bühler par 145 voix

Affaire 2016.RRGR.738 Election de 12 juges spécialisé-e-s du Tribunal arbitral des assurances sociales pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 145, majorité absolue: 73. Sont élus :

Jean-François Andrey par 145 voix
Dina Buchs-Linder par 145 voix
Manuela Gebert par 145 voix
Erik Grossenbacher par 145 voix
Carole Lüscher-Gysi par 145 voix
Sandra Probst par 145 voix

Bruno Schatzmann par 145 voix
Christoph Schöni par 145 voix
Andrea Steiner par 145 voix
Thomas Stettler par 145 voix
François Trümpler Moll par 145 voix
Carsten Witzmann par 145 voix

Affaire 2016.RRGR.691 Election d'un procureur général suppléant ou d'une procureure générale suppléante à 100 pour cent pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 145, majorité absolue: 73. Est élu :

Christof Scheurer par 84 voix

Cindy Maeder obtient 61 voix

Le président. Ich gratuliere. (*Applaudissements*). Stimmen haben erhalten: Cindy Mäder 61 Stimmen.

Affaire 2016.RRGR.739 Election de 2 juges spécialisé-e-s germanophones du Tribunal des mineurs pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 144, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 144, majorité absolue: 73. Sont élus :

Joel Erni par 144 voix
Stefan Fuchs par 143 voix

Affaire 2016.RRGR.695 Election d'un juge spécialisé ou d'une juge spécialisée francophone du Tribunal des mineurs pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 1 blanc et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 144, majorité absolue: 73. Est élu :

Jean-Philippe Casutt par 119 voix

Roubina Kouyoumdjian Grosjean obtient 25 voix

Affaire 2016.RRGR.741 Election de 4 juges spécialisé-e-s de la Commission des recours en matière fiscale (CRF) pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 145, majorité absolue: 73. Sont élus :

Pascal Antenen par 145 voix
Michale Bütikofer par 145 voix
Beatrice Glauser par 145 voix
Stéphanie Gysin par 145 voix

Affaire 2016.RRGR.742 Election de 2 juges spécialisé-e-s de la Commission de recours contre les mesures administratives prononcées en vertu de la loi sur la circulation routière (CRMLCR) pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 145, majorité absolue: 73. Sont élus :

Andreas Jenzer par 145 voix

Michèle Marti par 145 voix

Affaire 2016.RRGR.720 Election de 3 juges spécialisé-e-s de la Commission d'estimation en matière d'expropriation pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 26 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 119, majorité absolue: 60. Sont élus :

Lucas Brönniman par 113 voix

Katharina Walder Salamin par 115 voix

Werner Weber par 110 voix

Affaire 2016.RRGR.721 Election de 2 juges spécialisé-e-s de la Commission des améliorations foncières pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 1 blanc et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 144, majorité absolue: 73. Sont élus :

Peter Heiniger par 140 voix

Werner Weber par 126 voix

Affaire 2016.RRGR.722 Election de 2 juges germanophones de tribunal régional à 100 pour cent pour la période jusqu'au 31 décembre 2016

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 1 blanc et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 144, majorité absolue: 73. Sont élus :

Nicole Fankhauser par 119 voix

Roger Zuber par 138 voix

Marc-Oliver Nuspliger obtient 7 voix, Benjamin Walser 6.

Affaire 2016.RRGR.743 Election de 6 juges germanophones de tribunal régional spécialisé-e-s dans les litiges relevant du droit du travail pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 145, majorité absolue: 73. Sont élus :

Jürg Bracher par 145 voix

Michale Buletti par 144 voix

Erik Grossenbacher par 145 voix

Marco Rappa Francesco par 135 voix

Michael Reisch par 145 voix

Ursula Theiler par 144 voix

Affaire 2016.RRGR.744 Election de 10 juges germanophones non professionnel-le-s de tribunal régional pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 1 blanc et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 143, majorité absolue: 72. Sont élus :

Yannick Buchter par 121 voix
Beat Bürki par 135 voix
Marlis Gerteis-Schwarz par 121 voix
Hansjakob Häberli par 131 voix
Susanne Jung par 133 voix
Bettina Legler-Büttiker par 123 voix
Yvonne Pfäffli par 130 voix
Samuel Scherrer par 133 voix
Markus Schüpbach par 129 voix
Zürcher Stefan par 136 voix

Maja Büchel obtient 37 voix.

Affaire 2016.RRGR.745 Election de 7 juges germanophones d'autorité régionale de conciliation spécialisé-e-s dans les litiges relevant du droit du travail pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 145, majorité absolue: 73. Sont élus :

Kurt Amiet par 145 voix
Erika Friedli par 145 voix
Rolf Gugger par 144 voix
Cornelia Klüver par 143 voix
Jean-Daniel Martz par 144 voix
Susanne Oehler par 145 voix
Corinne Roll par 143 voix

Affaire 2016.RRGR.746 Election de 5 juges germanophones d'autorité régionale de conciliation spécialisé-e-s dans les litiges relevant de la loi sur l'égalité pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 145, majorité absolue: 73. Sont élus :

Bernard Affolter par 145 voix
Michael Buletti par 144 voix
Cornelia Klüver par 144 voix
Corinne Roll par 145 voix
Ursula Theiler par 145 voix

Affaire 2016.RRGR.747 Election de 3 juges germanophones d'autorité régionale de conciliation spécialisé-e-s dans les litiges relevant du droit du bail pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 145, majorité absolue: 73. Sont élus :

Hansueli Graf par 145 voix
Doris Käser par 144 voix
Aldo Milani par 145 voix

Affaire 2016.RRGR.748 Election d'un ou d'une juge francophone d'autorité régionale de conciliation spécialisé-e dans les litiges relevant du droit du bail pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2022

Bulletins distribués : 145, bulletins rentrés : 145, dont 0 blancs et 0 nuls, bulletins entrant en ligne de compte : 145, majorité absolue: 73. Est élu :

Olivier Steiner par 145 voix

Le président. Ich gratuliere allen Gewählten. (*Applaudissements*) Das waren die Wahlresultate. Es ist jetzt 16.22 Uhr. Wir verpflegen uns etwas früher. Sie sind ohnehin schon seit längerer Zeit etwas unruhig. Wir fahren um 16.55 Uhr weiter.

La séance est levée à 16 heure 23.

Les rédactrices :

Dorothea Richner (d)

Catherine Graf Lutz (f)